



Siège social : Avenue Bas-Congo 30 - Commune de Bandalungwa, Kinshasa, RDC

Adresse postale : B.P. 4745 Kinshasa 2, RDC

Téléphone : +243 81 6885717/ +243 9 98 18 6810

Adresse électronique : clubdesamisdroit@hotmail.com ou bakama_eugene@yahoo.fr

Rapport du Panel de discussion

RESTAURER LA PAIX AU KIVU : QUELLES PISTES DE SOLUTIONS POUR FAIRE FACE AUX FDLR ET LA LRA

Bruxelles, 22 JUIN 2009

Le Club des Amis du droit du Congo, CAD en sigle, une ONG des jeunes juristes congolais œuvrant dans le domaine des droits de l'homme, recherche de la paix et lutte contre l'impunité a organisé le lundi 22 juin 2009 à Bruxelles, un panel discussion sur le thème « *Restaurer la paix au Kivu : quelles pistes de solutions pour faire face aux FDLR et la LRA ?* »

Ce panel a connu la participation des trois intervenants ci-après :

1. Mr Jack Kahorha: Journaliste à Goma, correspondant de la voix d'Amérique et journaliste à IWPR (institut for War and peace reporting).
2. Donatella Rostagno de l'Eurac (réseau des ONG européenne pour les grands Lacs)
3. Véronique Aulagnon : Conseillère politique de l'envoyé spécial de l'Union européenne pour les grands Lacs et représentant de l'union européenne à Goma.

Le président du Club des Amis du droit du Congo, CAD et modérateur du panel Mr Eugène Bakama Bope après avoir souhaité la bienvenue à l'assemblée a remercié les orateurs pour leur participation.

Il a fait observer que c'est le deuxième panel discussion que son ONG organise sur la situation à l'est de la RDC. Le premier avait eu lieu le 08 octobre 2008 au siège de Human Right Watch et avait connu la participation de plusieurs intervenants et plusieurs recommandations avaient été faites.

Depuis lors, la situation humanitaire reste catastrophique malgré quelques points positifs dont l'accord de paix intervenue entre le gouvernement congolais et les différents groupes nationaux comme le CNDP, les mai mai et l'intégration de ces différents groupes dans l'armée nationale. Il en est de même du rétablissement des relations diplomatiques entre la RDC et le Rwanda matérialisé notamment par la signature d'un accord le 05 Décembre 2008 et par l'opération conjointe entre les deux forces armées contre les FDLR.

Force est de constater, poursuit Mr Bakama, que ni l'opération conjointe avec le Rwanda (Umoja wetu) contre les FDLR ni celle avec l'Ouganda contre la LRA n'ont atteint leur objectifs. Les FDLR et la LRA continuent de commettre des graves exactions contre les populations civiles. C'est pour prévenir les menaces que l'opération « Kimia 2 » entre les FARDC et la Monuc a été lancée le 28 Mai dernier à Kanyabayonga afin de faire pression sur les FDLR.

Mr Bakama a ensuite circonscrit le cadre des discussions autour des questions suivantes :

- Comment sortir de la spirale de violence au Kivu ?
- Comment sauver la paix lorsque certains restent dans la logique de la guerre ?
- Faudrait-il privilégier l'option militaire quand on connaît les conséquences sur les populations civiles et quand on sait que le Congo ne dispose pas d'une armée forte ?
- Pourquoi le processus de paix de Nairobi n'a pas jusque là abouti aux résultats escomptés ? Que faire alors ?
- Quel est le rôle de la communauté internationale dans la pacification du Kivu ?
- Comment résoudre l'équation FDLR et la LRA ?
- Quel est l'impact du processus de paix sur l'action de la justice nationale et internationale autrement dit comment peut-on faire la paix avec les rebelles sans leur assurer une certaine impunité ?

L'objectif du panel étant d'échanger sur les différentes pistes de solutions pouvant permettre d'aboutir à une paix durable à l'est, théâtre aujourd'hui d'affrontements et talon d'Achille du Congo.

Le premier intervenant du jour, *Mr Jack Kahorha a fait un exposé sur le thème : « situation sécuritaire à l'est de la RDC :enjeux, progrès, défis et perspectives »*. Il a décrit la situation humanitaire sur le terrain depuis la signature, pour ce qui concerne les groupes armés congolais, des Actes d'engagements de Goma du 23 janvier 2008 et de l'accord de paix du 23 Mars 2009 entre le gouvernement congolais et le CNDP.

Selon Jack Kahorha, depuis janvier 2009, le Kivu est ébullition. Trois acteurs principaux sont à la base de cette situation, à savoir les FDLR, les mai mai et les forces gouvernementales.

- **Les FDLR, (forces démocratiques pour la libération du Rwanda)**, ont généralisé des attaques sur les deux Kivu. Ils brûlent des villages, massacrent la population civile, pillent, procèdent aux enlèvements. Elles sont constituées : des ex-forces armées rwandaises, des ex-miliciens rwandais interahamwe ; des civiles qui ont fui les affrontements en 1994.

Les FDLR sont subdivisées en deux branches : la branche militaire (Forces armées anachunguzi ou libérateurs) commandé par le général Sylvestre Mudachumura et la branche politique. Selon la Monuc, les FDLR seraient estimés entre 6 et 7000 militaires. Ils vivent dans les mêmes villages que la population civile et se sont mariés aux femmes congolaises. Ils contrôlent plusieurs gisements des cassitérites et coltan à Walikale, shabunda, walungu et Mwenga. Ils perçoivent des taxes dans les zones qu'ils contrôlent.

- **Les FARDC, Forces armées de la République Démocratique du Congo** n'étant pas payés depuis plusieurs mois, elles se livrent au pillage, aux vols, extorsions, viols et autres tracasseries. Depuis janvier dernier, les troupes du CNDP et des patriotes résistants congolais(Pareco) ont intégré l'armée nationale . elles sont déployées dans les mêmes zones qu'elles occupaient, cette fois pour combattre les FDLR.

- **Les mai mai** pour leur part, se sont repliés dans leurs villages au lieu d'aller dans les centres d'intégration. Ils se livrent aussi aux mêmes pratiques que les forces gouvernementales. La victime dans tout ça, c'est la population civile.

Mr kahorha a par ailleurs souligné quelques progrès ; c'est notamment, le rapprochement entre Kigali et Kinshasa, ce qui a réduit la tension entre les 2 pays; la transformation du CNDP en partis politique, ce qui l'empêchera de continuer la guerre ;et la réduction du nombres d'acteurs(les groupes armés nationaux sont intégrés dans l'armée nationale).

Cependant, Pour Mr Kahorha, il ya plusieurs défis à relever comme l'utilisation d'anciens belligérants pour résoudre la question de paix au Kivu. En effet, utiliser le CNDP pour ramener la paix au Kivu est mal perçu par la population qui considère les soldats du CNDP(Congrès National pour la défense du peuple) comme des bourreaux c'est-à-dire , des faiseurs des malheurs plutôt que des faiseurs de paix comme ils le prétendent aujourd'hui.

L'autre défi poursuit Kahorha concerne, l'impact du processus de paix sur l'action de la justice internationale. Le cas de Bosco Ntanganda qui est sous le coup d'un mandat d'arrêt international de la CPI bénéficie de l'impunité au niveau national.

Le deuxième intervenant, *Donatella Rostagno*, dont le sous-thème portait sur : « opération Kimia 2 :quelles chances de réussite et perspectives pour la paix » a fait savoir qu'elle se trouvait au Kivu au moment où l'opération Kimia 2 venait d'être annoncer ; une opération conjointes des FARDC avec la Monuc dont l'objectif était de traquer et de désarmer les FDLR. Kimia 2 prévoit le déploiement des 16 milles soldats congolais auquel la Monuc devrait apporter un appui logistique en transport et un soutien stratégique.

Cette opération souligne l'oratrice, n'était pas au départ une opération pour créer des violentes et lourdes confrontations militaires mais pour faire pression aux FDLR.

L'annonce de Kimia 2 est intervenue au moment où la population faisait le bilan de l'opérations Umoja wetu qui a été considérée comme un échec par la population du Kivu. Depuis les débuts des opérations militaires contre les milices, 250 milles civils ont été déplacés de leur résidence dans le Nord-Kivu alors qu'au sud Kivu 120 milles personnes ont été déplacées à la suite des combats ou attaques de représailles des FDLR.

A cela s'ajoute , les violences sexuelles. Le rapport préliminaire de la coordination provinciale de lutte contre les violences sexuelles a révélé plus de 463 viols depuis le premier trimestre de 2009 ; ce qui représente la moitié du total des viols commis en 2008.

Entre le 1^{er} Avril et le 7 mai, 65 cas de viols ont été signalés à Shabunda (une localité du Sud Kivu en RDC) et 103 victimes ont été admises au centre de Minova (une cité située à 50 km au sud de la ville de Goma).

Pour Eurac (réseau européen pour l'Afrique centrale), l'action militaire n'a pratiquement aucune chance de désarmer les FDLR et provoque en retour des réactions agressives de ces derniers contre la population, qui paye une fois de plus le prix de stratégies mal réfléchies.

L'oratrice a relevé à relever plusieurs problèmes qui nécessitent une attention particulière. Il s'agit de notamment de :

- L'abandon des familles des militaires dans les camps : personne ne s'en occupe, ni les autorités locales, ni les organisations internationales
- L'absence de collaboration entre les militaires et les administrateurs de territoires qui ne sont pas au courant des opérations militaires sur leurs territoires ;
- La Monuc devrait assurer la protection des civils mais elle ne semble pas être au courant des plans militaires des FARDC
- Le manque de confiance de la population en la Monuc ; cette dernière ne protège pas suffisamment la population contre les attaques des groupes armés.
- La disparition du système de joint protection team qui consiste à apporter des infos et créer un mécanisme de protection de la population.

De ce qui précède, madame Rostagno estime que Kimia 2 ne peut qu'avoir des effets contre-productifs. Il faut qu'on se focalise au retour de la paix durable à l'est du Congo, ce qui ne sera pas possible sans un Etat congolais stable et fort.

Pour ce faire, Eurac recommande à l'union européenne et ses membres de prolonger et élargir le mandat d'Eusec, qui accompagne le plan de réforme de l'armée congolaise ;

Selon Rostagno, l'union européenne et ses membres peuvent aussi contribuer à l'ouverture et à la capitalisation d'un espace de négociation avec les FDLR sur le terrain pour accélérer le processus pacifique de leur désarmement et rapatriement volontaire.

Il faudrait exercer une pression forte sur le gouvernement rwandais pour qu'il garantisse le respect des libertés démocratiques et pour qu'il entame un dialogue constructif avec sa propre diaspora.

En conclusion, l'oratrice pense que les solutions militaires ne sont des solutions pour avoir la paix à l'est du Congo. Toutes autres solutions politiques de dialogue doivent être envisagées

Le dernier intervenant, **Véronique Aulagnon** a quant à elle souligné le rôle de l'union européenne dans la recherche de la paix à l'est du Congo.

L'union européenne a appuyé le processus de Goma dans lequel il y avait une certaine confiance entre les parties contrairement au processus de Nairobi caractérisé par la méfiance entre les deux pays. La présence de l'union européenne a été très importante pour renouer le contact entre les deux pays.

A l'automne 2008, il y a eu une forte demande de la part des autorités congolaises et de la société civile congolaise pour une intervention militaire européenne. Il y a eu des partisans

et des opposants. Finalement, l'option de l'intervention militaire européenne en Octobre 2008 à été écartée au profit d'un renfort de la Monuc.

Mme Aulagnon note un enchainements rapides d'événements au cours de la période :

En janvier, Bosco Ntanganda,(commandant du CNDP) annonce la reddition du CNDP et son intégration dans l'armée nationale pour combattre les FDLR. Quelques jours après d'autres groupes armés comme le Pareco emboitent le pas, l'arrivée des troupes rwandaises sur invitation des autorités congolaises, la mise à l'écart de Nkunda.

Ainsi, on règle le problème des groupes armés nationaux affirme Aulagnon.

Est-ce que la contribution de l'union européenne était suffisante ? autrement, l'Union européenne aurait du intervenir en Octobre 2008 se demande l'oratrice ?

Pour l'oratrice, Certains pays membres de l'union européenne considèrent justement que le fait de n'avoir pas intervenus à mis les deux pays face à leur responsabilité.

Le Congo avait essayer d'avoir le soutien militaire de la SADC sans succès et avait ensuite solliciter l'intervention militaire de l'union européenne sans l'avoir. Il n'y avait pas d'autres solutions que de négocier avec le Rwanda et avoir une stratégie commune.

De l'autre coté, le Rwanda était confronter à une pression internationale d'une part avec le rapport du groupe d'expert des nations unies qui fustiger la complaisance de Kigali sur le CNDP d'autre part, la décision de la Suède, du Pays Bas, l'Allemagne et la Grande Bretagne de suspendre leur soutien budgétaire.

D'autres pays estiment par contre que les deux pays ont pris conscience de la nécessité de renouer contact. Il est donc, difficile de décèler le facteur important ayant amené les deux Etats à renouer leur relations diplomatique.

Concernant, l'idée des négociations avec les FDLR, Véronique fait savoir qu'il y avait une option dans le communiqué de Nairobi , c'est celle de la relocalisation temporaire dans d'autres parties du Congo. Une idée qui a été exclus par le Rwanda et le Congo dans le communiqué de décembre 2008.

Par ailleurs, Véronique a souligné quelques craintes par rapport à l'opération Kimia 2.

Premièrement, l'intégration accélérée et mal coordonnée ; on reçoit les gens, on ne les désarment pas, ils ne sont pas enregistrés, ils gardent dans certains cas leurs uniformes et ne reçoivent aucun salaire. Deuxièmement, il est difficile de défaire un groupe armé qui connait le terrain et emploie de techniques de Guérilla.

Le bureau de l'envoyé spécial de l'union européenne pour les grands Lacs travail sur les problèmes structurels : la réforme du système sécuritaire(il faut réduire la taille de l'armée , identifier les soldats etc.), lutte contre les dirigeants FDLR en Europe, l'impunité et la lutte contre les violences sexuelles, l'exploitation illégale des ressources naturelles du Congo.

Après les différentes interventions des orateurs, l'assistance à eu l'occasion de poser des questions et d'apporter des contributions sur la situation à l'est de la RDC.

Les réactions suivantes ont été observées :

- Mr Cheik Fita , journaliste de la diaspora voulais savoir si les problèmes actuels sont la conséquence de l'échec des accords de Sun city notamment par le fait qu'on devrait commencer avec les élections locales.

A cette question, Mme Aulagnon souligne qu'on pouvait dire la même chose concernant, la réforme du secteur de sécurité. Certains pensent qu'il fallait réformer l'armée dès le départ. Il fallait donc commencer quelque part.

- Mr Jacques Mbokani se demande si au niveau de l'union européenne, on n'a pas pu expérimenter les limites de la solution négocier surtout quand on négocie avec des criminels. L'expérience montre que dans les grands Lacs, les négociations ce sont les dialogues qu'on recours pour gagner du temps mais c'est uniquement le rapport des forces qui dicte aux acteurs la nécessité de se rencontrer et de parler. Tant qu'une partie bénéficie d'un soutien , elle va négocier pour la bonne forme. L'exemple du CNDP était éloquent. Le deuxième élément de son observation , c'est l'arrivée d'Obama à la maison blanche. Il pense que cet élément à jouer dans le rapprochement entre le Rwanda et le Congo et dans la diplomatie, il ya beaucoup d'autres moyens de mettre fin au conflit que par les moyens des armées.

Mme Véronique Aulagnon, d'ajouter qu'effectivement, le CNDP cherchait à gagner du temps et qu'ils avaient un cahier de charge . cependant, la solution négocier peut réellement aboutir, l'exemple du FNL au Burundi en dit beaucoup.

Concernant, la nouvelle administration américaine, il est difficile de confirmer le lien avec le rapprochement entre les deux pays(Rwanda et le Congo).

Mr Jean Jacques Wondo s'interroge sur la neutralité de certaines ONG qui sont subsidier par certains Etats qui contribuent à la persistance de la situation actuelle au Congo. Ensuite il voulait savoir le poids actuel des FDLR, sont –elles encore redoutable ou il s'agit simplement d'un mythe ?

Donetalla Rostagno répond en disant Eurac est un réseau d'ONG, il ne reçoit pas de financement des Etats mais plutôt des contributions des membres.

Le rôle des ONG en Europe est d'entamer un dialogue avec leurs gouvernements pour mettre la question de l'Afrique à l'agenda. Ces ONG essayent de sensibiliser leur opinion nationales et leurs gouvernements sur l'Afrique. La neutralité est quelque chose d'acquis en Europe.

Mr Marcellin Lukusa, voudrait savoir d'une part les raisons du renversement d'alliances. Comment expliquer dit-il que Nkunda qui combattait les FDLR pour le compte du Rwanda soit arrêté et mis à l'écart ? Et d'autre part, les raisons de l'exclusion de la solution de relocalisation.

Pour Mme Aulagnon, le Rwanda n'était pas d'accord avec l'option de la relocalisation temporaire des FDLR. Il y avait sans doute des modalités pratiques à résoudre(relocation a quelle distance ? désarmer ou pas ? etc.) Concernant, le poids actuel des FDLR , ils sont entre 6 à 7 milles combattants.

Jack Kahorha estime que le renversement d'alliances est liée à la mauvaise position dans laquelle se trouvait le Rwanda notamment avec la pression de ses partenaires économiques.

Au lieu de perdre les avantages de la communauté internationale, le Rwanda à fait le choix de sacrifier Nkunda. Pour la relocalisation, Jack Kahorha souligne que pendant un temps, le gouvernement congolais avait trouver un accord avec les FDLR pour leur relocalisation temporaire à Kasiki. Il y a eu des manifestations de la population contre cette option et finalement, le gouvernement congolais se rétracter.

Que pense alors l'union européenne par rapport à la revendication des FDLR sur la tenue d'un dialogue inter rwandais s'interroge Eugène Bakama, modérateur du panel ?

« On ne plaidera pas pour une solution négocié par rapport à un groupe armé qui ne veut pas désarmer et qui veut pas livrer certains génocidaires » déclare Aulagnon. Il y a une double difficulté. Premièrement, le gouvernement rwandais doit accepter cette option ensuite, il est clair qu'au sein de l'union pas n'importe quel pays plaidera en faveur de cette option. La France, l'Espagne ne pourront pas soutenir une telle option.

Enfin, que peut-on faire pour protéger la population ? autrement dit ne peut-on utiliser la force militaire pour protéger la population ?

Pour Donatella Rostagno, la force militaire ne fait qu'empirer la situation, c'est difficile de soutenir une opération militaire dans ce contexte.

On parle aujourd'hui du « Congo fatigue » et l'attention de la communauté internationale est entrain de baisser. Le rôle des ONG est d'attirer l'attention de cette communauté internationale sur la crise humanitaire à l'est de la RDC.

Le modérateur, Eugène Bakama souligne dans sa conclusion qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit à l'est, il faut privilégier la solution politique et diplomatique. La situation à l'est va de mal en pire alors qu'on constate une attitude de « Congo fatigue » dans le chef de la communauté internationale. D'où l'intérêt de ce panel discussion qui a eu le mérite de soulever les différentes préoccupations en rapport avec la situation à l'est du Congo.

Il a ensuite remercié l'assistance pour sa participation au panel et l'ONG justice et paix pour avoir mis à la disposition du CAD sa salle de conférence.

Fait à Bruxelles, le 25 Juillet 2009.

Eugène Bakama Bope

Président du CAD et modérateur du Panel.